

Les conséquences politiques des réformes des programmes de lutte contre la pauvreté au Mexique et au Brésil.

Jean-François Minardi

Résumé :

L'un des éléments des réformes économiques libérales dans les pays en développement concerne la lutte contre la pauvreté. Dans ce domaine, des programmes ciblés fondés sur des transferts conditionnels en espèces (TCE) aux plus pauvres furent mis en place à la fin des années 1990 et au début des années 2000 au Mexique et au Brésil. Ces programmes novateurs ont eu, au delà des aspects économiques et sociaux, des conséquences politiques indéniables. L'étude de ces deux pays montre que ce type de réforme contribue à affaiblir les pratiques clientélistes traditionnelles liées aux programmes d'aide aux pauvres et peut même être à l'origine de gains électoraux importants pour le parti au pouvoir dans des régions ciblées. Les TCE peuvent également avoir des effets inattendus, comme une redistribution des pouvoirs au sein de la fédération entre le centre et les états. Enfin, l'élimination du clientélisme traditionnel entre les élites locales et les pauvres a certainement contribué au renforcement de la démocratie libérale au Brésil et au Mexique.

Introduction

La crise de la dette dans les pays d'Amérique latine à la fin des années 1980 et le processus d'ajustement structurel qui a suivi furent à l'origine de la mise en place de réformes économiques libérales dans des économies dans lesquelles l'État avait jusque là été prédominant. Une dimension importante de ces réformes concerne la lutte contre la pauvreté.

Il y a globalement deux façons de faire baisser le niveau de pauvreté extrême dans les pays en développement (défini par la Banque mondiale depuis 2005 comme étant le nombre de personnes qui vivent avec moins de 1,25 dollar par jour en parité de pouvoir d'achat). Une forte croissance économique sur une période suffisamment longue permet, comme ce fut le cas en Chine où 680 millions de personnes sont sorties de la misère entre 1981 et 2010, de réduire le niveau de pauvreté au sein de la population (The Economist,

2013a). Selon l'économiste Martin Ravallion, environ deux tiers de la réduction de la pauvreté dans un pays donné serait le résultat de la croissance économique¹. Cependant la croissance économique n'est pas toujours suffisante et la répartition des revenus joue également un rôle puisque le dernier tiers de la réduction de la pauvreté provient d'une plus grande égalité (The Economist, 2013a). D'où l'importance des programmes de lutte contre la pauvreté qui sont mis en œuvre dans les pays en développement.

Dans ce domaine, les programmes universels traditionnels de subvention des produits ou des services à l'ensemble de la population sont de plus en plus remis en question en raison notamment de leur inefficacité, de leur coût, ainsi que de leur tendance à accroître le clientélisme et la corruption. L'alternative proposée par les institutions financières internationales est la mise en place de programmes ciblés fondés sur des transferts conditionnels en espèces (TCE) aux plus pauvres (Soares, 2007: 2 ; Penafiel, 2000: 24). Le but de ces programmes est de lutter contre la pauvreté en conditionnant le transfert des fonds au fait que le bénéficiaire (en priorité les femmes) s'acquitte de certaines obligations ou remplisse certains critères². Ceci, dans le but de développer le capital humain, en particulier en matière de nutrition, de santé et d'éducation, afin de briser le cercle vicieux de la transmission de la pauvreté d'une génération à l'autre. La popularité de tels programmes s'explique largement par leur efficacité ainsi que leur coût modéré (0,47 % du PIB au Brésil), où le programme Bolsa Família a fait passer la proportion de Brésiliens vivant en situation d'extrême pauvreté de 14 % à 4,2 % en dix ans (2001-2011) et a contribué à une réduction de 21% du coefficient de Gini (The Economist, 2010 ; Financial Times, 2013 ; Cecchini & Madariaga, 2011: 103; Soares, 2007: 1).

Ce changement de paradigme dans les politiques de lutte contre la pauvreté s'inscrit parfaitement dans la tradition du

libéralisme économique. Il n'y a qu'à évoquer à ce sujet le concept d'impôt négatif sur le revenu développé en 1962 par Milton Friedman (2002 : 192-194) pour comprendre que le sort des plus pauvres n'est pas absent des préoccupations des auteurs libéraux. Ce que Friedman remet en question, c'est l'existence d'un État Providence universel géré par l'État au détriment de la liberté de choix des individus. D'autre part, dans le cadre de la logique du libéralisme économique : « La notion de ciblage et d'efficacité permet de légitimer la réduction de l'appareil d'État et la compression des dépenses publiques » (Penafiel, 2000 : 2). La pauvreté n'est dorénavant plus conçue comme étant une conséquence de la rareté mais plutôt comme un problème d'identification, de ciblage et de distribution qui peut être résolu (The Economist, 2013b).

Le Mexique et le Brésil ont été des pionniers dans la mise en place de programmes de transferts conditionnels en espèces, ce qui nous permet d'étudier l'effet de ces réformes sur une durée suffisamment longue et de répondre à la question qui nous intéresse, à savoir : quelles ont été les conséquences politiques des réformes des programmes de lutte contre la pauvreté dans ces pays ?

Nous proposons comme hypothèse de recherche que les principales conséquences politiques d'une réforme libérale des programmes de lutte contre la pauvreté sont l'affaiblissement du clientélisme local traditionnel, c'est-à-dire une relation fondée sur la subordination politique en échange de récompenses matérielles, et l'émergence pour le parti au pouvoir d'une relation politiquement favorable avec les pauvres.

Les TCE au Mexique

Au Mexique, les programmes ciblés de lutte contre la pauvreté ont depuis leurs débuts été teintés de suspicions de récupérations politiques. Ainsi le Programme National de Solidarité (PRONASOL), communément appelé « Solidarité », fut mis en place à la fin des années 1980 par le Président Salinas pour venir en aide, de manière plus efficace et moins onéreuse pour l'État, aux 17 millions de Mexicains qui se trouvaient à l'époque dans une situation d'extrême

¹ En 2005 Shaouha Chen et Martin Ravallion estimaient que 1,4 milliard de

² Ces critères ont pour objectif d'investir dans le capital humain en amenant les bénéficiaires à envoyer leurs enfants à l'école, leur faire faire des visites médicales régulières ou les vacciner.

pauvreté. Il s'agissait de programmes de soutien à des communautés locales pour le traitement des eaux usées et l'approvisionnement en eau potable, la santé, l'éducation, la distribution alimentaire, le logement, l'électrification, l'asphaltage des rues ainsi que des « soft loans » pour les producteurs ruraux à faible revenu (Fox, 1994 : 167). Mais Solidarité avait également une dimension politique très prononcée dans la mesure où l'objectif principal était de redonner au PRI, et surtout à Salinas, une légitimité auprès des électeurs après les déboires électoraux du parti lors de l'élection présidentielle de 1988 (Dresser, 1991 : 3, Rocha-Menocal, 2001 : 515). Le programme était financé par des fonds publics contrôlés exclusivement par le président Salinas et ciblait des communautés particulières qui devaient former des comités locaux pour obtenir l'aide. Cela a permis de faire une discrimination entre les bénéficiaires en fonction de critères politiques et de substituer une nouvelle forme de clientélisme politique aux pratiques corporatistes traditionnelles du PRI³ (Hevia de la Jara, 2008 : 64; Diaz-Cayeros & Magaloni, 2009 : 40).

Solidarité n'était pas à proprement parler un programme de transferts conditionnels en espèces mais, en raison du fait qu'il constitue le début de la transition entre des programmes universels et des programmes ciblés, il est bel et bien le précurseur des programmes actuels de lutte contre la pauvreté au Mexique. Ses successeurs furent une série de programmes très similaires les uns aux autres qui ont pour caractéristique essentielle d'être bien moins politisés que Solidarité, même si des tentatives de récupération politique ont toujours existé.

PROGRESA (Programa de Educación, Salud y Alimentación) fut mis en place en 1997 par l'administration Zedillo pour remplacer Pronasol à la suite de la crise du peso de 1995 lors de laquelle plus de 16 millions de Mexicains sont

retombés dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté (De La O, 2013 : 2). Il s'agissait d'un véritable programme de transferts conditionnels en espèces aux familles et non aux communautés, comme ce fut le cas jusque là avec Pronasol. Progresá répondait aux critiques de Solidarité en affichant une volonté explicite de dépolitiser la lutte contre la pauvreté et de mettre fin aux pratiques clientélistes, tout en maintenant l'aide ciblée aux plus pauvres afin de les faire sortir du cycle de la pauvreté en améliorant les indicateurs en matière d'éducation, de santé et de nutrition (Rocha Menocal, 2001 : 516; Merino, 2006 : 61). Le programme couvrait initialement approximativement 300 000 ménages dans les zones rurales qui recevaient en moyenne l'équivalent de 35 dollars américains par mois (Fiszbein et Schady, 2009 : 3; De La O, 2013 : 3). Entre 1997 et 2000, 2,6 millions de ménages ont été inscrits à Progresá pour un budget d'environ 800 millions de dollars américains, soit 0,2 % du PIB par an (De La O, 2013 : 3). Selon une évaluation indépendante, Progresá a contribué à réduire le nombre de personnes avec un niveau de revenus inférieurs au seuil de pauvreté d'environ 10 % (Skoufias, 2001).

Le succès de Progresá fut attesté par le fait que le programme a été maintenu sous quatre administrations présidentielles de couleurs politiques différentes (Ernesto Zedillo du PRI, Vicente Fox et Felipe Calderon du PAN et finalement Enrique Peña Nieto du PRI). Le gouvernement du « Partido Acción Nacional » (PAN) de Vicente Fox, la première administration issue de l'opposition depuis 71 ans, prit la décision en 2002 de poursuivre le programme sous le nom d'Oportunidades et de l'étendre aux zones urbaines. Oportunidades couvrait en 2011 27 millions de personnes, soit presque un quart de la population du Mexique, pour un budget qui représente 0,51% du PIB (Cecchini & Madariaga, 2011 : 103). Le programme est évalué chaque année par des institutions externes qui font des rapports sur les avancées en matière de santé, d'éducation et d'alimentation (Hevia de la Jara, 2007 : 11). L'administration Peña Nieto a annoncé en septembre 2014 un approfondissement d'Oportunidades sous la forme d'un nouveau programme appelé Prospera qui a pour

³ Le résultat est que Solidarité a joué un rôle clé dans l'étonnante victoire du PRI aux élections de mi-mandat de 1991, ce qui a permis au régime de récupérer une grande partie du terrain perdu face à l'opposition trois ans plus tôt (Dresser, 1991 : 1 et 24).

objectif d'aider les enfants des bénéficiaires à accéder à l'enseignement supérieur et à un emploi.

L'émergence pour le parti au pouvoir d'une relation politiquement favorable avec les pauvres

Malgré les efforts réalisés pour dépolitiser le programme, Rocha-Menocal (2001 : 537) est arrivé à la conclusion que, contrairement à ce qu'affirmait l'administration Zedillo, Progresa a perpétué les vieilles habitudes d'utiliser les dépenses sociales fédérales à des fins politiques mais de manière beaucoup plus subtile et indirecte. Diaz-Cayeros, Estévez, Magaloni (2012: 224) soulignent le fait que Progresa a indéniablement contribué à renforcer la loyauté des pauvres envers le PRI dans les zones rurales et De La O (2013 : 11) a confirmé, dans le cadre d'études empiriques, que Progresa a bel et bien contribué à une augmentation du taux de participation et du vote pour le parti au pouvoir. Selon Rocha-Menocal (2001: 537) :

It was not the actual monetary amounts that mattered in trying to win, buy or co-opt the vote, but rather how far and deep into the grassroots the PRI could reach out to build a broad base of support from the bottom up. From the perspective of the Zedillo administration, the logic appears to have been that, as long as an increasing number of households felt that they had received some benefit from Progresa, no matter how small, the programme could help preserve or win multiple allies for the PRI. However, while the techniques of manipulating social services and their delivery may have changed from Pronasol to Progresa, the intentions of the executive in politicising these programmes remained very similar for the most part.

Pourtant cette stratégie de mobilisation du vote des plus pauvres n'a pas permis au PRI de gagner les élections de l'année 2000 et le parti a dû abandonner le monopole du pouvoir politique au Mexique. Comme l'a montré l'analyse empirique de Diaz-Cayeros, Estevez et Magaloni (2012), lors

des élections de 2000 et de 2006, les électeurs inscrits à Progresa/Oportunidades ont été plus susceptibles, à 17 % et à 11 % respectivement, de voter pour le parti au pouvoir à chaque élection. De La O (2009) a d'autre part démontré que, sous les administrations issues du PAN, la participation électorale et la part du vote pour le parti au pouvoir ont augmenté du fait de la présence d'Oportunidades. Diaz-Cayeros, Estévez et Magaloni (2012: 224) soulignent également que Oportunidades a été à l'origine de gains électoraux importants pour le PAN au pouvoir entre 2000 et 2012 et aurait même joué un rôle décisif dans la victoire sur le fil du rasoir de Felipe Calderon face au candidat du PRD, López Obrador, lors de l'élection présidentielle de 2006.

L'affaiblissement du clientélisme local traditionnel

La mise en place de Progresa/Oportunidades a permis de contrecarrer la tentative de l'administration Salinas de constituer un clientélisme de type nouveau. En effet, contrairement à Pronasol, dans le cadre duquel le gouvernement avait un contrôle absolu sur la sélection des bénéficiaires (ce qui lui permettait de retirer à tout moment les avantages accordés aux plus pauvres si les bénéficiaires ne soutenaient pas les candidats du PRI), Progresa n'était pas un programme discrétionnaire dans la mesure où il existait des règles claires et transparentes dans la sélection des bénéficiaires et dans l'administration du programme (Diaz-Cayeros & Magaloni, 2009 : 40). Une nouvelle bureaucratie, qui avait les moyens de contourner l'ensemble des intermédiaires des mécanismes de distribution des fonds fédéraux traditionnels comme les gouverneurs des états ou les représentants locaux du ministère du Développement social, fut mise en place pour gérer le programme (De La O, 2013 : 3).

Selon Merino (2006 : 60), Progresa était le premier programme de lutte contre la pauvreté à mettre en place un système transparent pour déterminer l'admissibilité des bénéficiaires et le premier à avoir une base de données informatisée des bénéficiaires ainsi qu'un programme pionnier dans l'utilisation d'évaluations d'impact indépendantes pour

contrôler son efficacité. Tous ces éléments ont contribué à affaiblir les pouvoirs locaux et les pratiques clientélistes dans la gestion des politiques de lutte contre la pauvreté et à renforcer le rôle de l'administration centrale au sein de la fédération. Le fait que les communautés locales ne soient plus impliquées dans l'identification des bénéficiaires (l'allocation des fonds et la coordination de la prestation des services étant désormais du ressort du fédéral) a contribué à limiter les possibilités de corruption au niveau local (Levy, 2006). Une telle évolution institutionnelle a permis de mettre un terme à l'achat de votes avant les élections en échange de nourriture, d'argent en espèce, de matériel de construction ou de machines à laver, comme ce fut le cas avec Pronasol (Diaz-Cayeros & Magaloni, 2009 : 40). Pour cette raison, les autorités locales et les intermédiaires politiques locaux ne voyaient pas d'un bon œil la mise en place du programme de transferts conditionnels en espèces dans leur région (De La O Torres, 2010: 19).

Conclusion pour le Mexique

La réforme des programmes de lutte contre la pauvreté mise en place par les technocrates des gouvernements du PRI a probablement eu les effets attendus puisque le niveau de pauvreté a été réduit à un coût relativement faible pour les finances publiques. Par contre, l'autre effet attendu sur le plan politique, qui était de se maintenir au pouvoir, n'a pas été réalisé dans la mesure où la mobilisation du vote des plus pauvres n'a pas permis au PRI d'éviter la défaite électorale de l'année 2000, même si ce ne fut pas l'unique raison. Comme nous allons le voir, l'efficacité électorale de Progresa fut bien plus limitée que celle de programmes similaires au Brésil. Les partis au pouvoir depuis 2000 ont néanmoins bénéficié politiquement de l'établissement d'une nouvelle relation avec les pauvres grâce à un programme comme Oportunidades qui a par ailleurs, de par son mode de fonctionnement, contribué à affaiblir les pratiques clientélistes traditionnelles.

Les TCE au Brésil

L'administration Lula a mis en place Bolsa Familia en 2003, un programme de transferts conditionnels en espèces aux familles, similaire à Progresa /Oportunidades, qui couvre 52 millions de personnes (Cecchini & Madariaga, 2011: 103). Bolsa Familia fut créée à la suite de la fusion de trois programmes fédéraux de transferts conditionnels en espèces gérés par différents ministères qui furent établis sous l'administration Cardoso pour amortir les effets de la crise économiques sur les segments les plus vulnérables de la population⁴. Il s'agit de Bolsa Escola dans le domaine de l'éducation primaire qui fut créée en 2001, Bolsa Alimentação créée pour assurer la sécurité alimentaire des familles à risque, Auxilio Gás qui devait faciliter l'achat de gaz de pétrole liquéfié (cooking gas), auxquels s'ajouta en 2003 Cartão Alimentação, un programme mis en place par l'administration Lula pour lutter contre la malnutrition (Fenwick, 2009: 114). Bolsa Familia fut un réel succès dans la lutte contre la pauvreté dans la mesure où il a contribué à réduire la proportion de Brésiliens qui vivent en situation d'extrême pauvreté de 14% à 4,2% en dix ans (2001-2011) (Financial Times, 2013).

L'émergence pour le parti au pouvoir d'une relation politiquement favorable avec les pauvres

Bolsa Familia a joué un rôle clé dans la réélection de Lula en 2006 contre le candidat du parti du Partido da Social Democracia Brasileira (PSDB), le gouverneur de l'État de São Paulo, Geraldo Alckmin, ceci alors que l'administration était confrontée à un énorme scandale de corruption. Selon Melo (2008 : 171), il y eut lors de la campagne électorale de 2006 une forte augmentation du nombre d'inscriptions au programme et 1,5 million de nouvelles familles ont commencé

⁴ En 1995, les villes brésiliennes de Campinas et de Brasília ont commencé à faire des paiements en espèces aux familles à faible revenu qui acceptaient une série de conditions, dont la plus importante était de garder les enfants à l'école et de visiter de manière régulière un médecin (Zucco, 2013: 1)

à recevoir la Bolsa Familia avant l'élection. La popularité du programme dans les états pauvres du Nord et du Nord-Est qui votaient traditionnellement pour des partis conservateurs, lesquels s'appuyaient sur des pratiques clientélistes pour obtenir leurs votes, a permis de largement compenser les pertes subies dans les états plus développés du Sud et du Sud-Est dans l'électorat traditionnel du PT (Hunter et Power, 2007).

De nombreuses études ont démontré une relation positive entre les gains électoraux de Lula et le pourcentage de ménages couverts par Bolsa Família dans les états de la fédération (Hunter et Power, 2007; Nicolau et Peixoto, 2007). Cela s'explique par le fait que, parce que Bolsa Família contourne les contributions des états, le gouvernement central peut s'attribuer tout le mérite du succès du programme (Fenwick, 2009: 118). Le phénomène fut similaire au niveau des élections au sein des états de la fédération. Ainsi Borges (2007: 129-130) a démontré que la densité des familles couvertes par Bolsa Familia fut associée de manière significative à la variation de la part du vote accordé au PT et à ses alliés des partis de gauche dans les élections pour les gouverneurs et les assemblées étatiques entre 2002 et 2006. Au niveau municipal, il semble que les maires qui administrent bien le programme soient récompensés par les électeurs (The Economist, 2008). De manière générale, les études empiriques de Cesar Zucco (2013) confirment le fait que les TCE brésiliens ont contribué à un renforcement électoral significatif pour le parti au pouvoir lors des trois dernières élections présidentielles, mêmes s'ils représentaient des partis différents. Pour cet auteur, cela signifie que si les TCE renforcent le parti au pouvoir sur le court terme, ils ne créent pas de clientèles partisans durables, les bénéficiaires ayant tendance à voter pour des partis politiques différents sur le long terme (Zucco, 2013 : 11).

Les expériences du Mexique et du Brésil nous permettent de conclure que si les TCE sont un moyen efficace pour renforcer le soutien électoral du parti au pouvoir dans les régions pauvres du pays, ils ne permettent pas de garantir une victoire électorale comme en attestent les défaites du candidat

du PSDB, Serra, en 2002 et le candidat du PRI, Labastida, en 2000. D'autre part, ces programmes ne créent pas des clientèles partisans solides dans la mesure où les bénéficiaires mexicains ont soutenus le PRI en 2000 avant de soutenir le PAN en 2006 et les bénéficiaires brésiliens ont soutenu le PSDB en 2012 avant de soutenir le PT lors des élections suivantes (Zucco, 2013 : 11).

L'affaiblissement du clientélisme local traditionnel

Bolsa Familia est administrée par le Ministère du développement social, en association avec les municipalités qui sont chargées de vérifier si les bénéficiaires remplissent bien les conditions requises (Hunter et Power, 2007: 18) Le programme s'appuie depuis 2001 sur une base de données informatisée des bénéficiaires (Cadastro Unico) (Soares, 2007 : 3). Le Ministère du développement social a mis en place des mécanismes de contrôle internes et externes pour améliorer la qualité des bases de données et enquêter sur les réclamations au niveau local en ce qui a trait à d'éventuelles erreurs dans le processus d'inscription au programme (Cecchini et Madariaga, 2011 : 165).

Un des avantages des transferts de Bolsa Familia réside qu'ils ne sont associés à aucun intermédiaire politique au niveau des états ou des gouvernements municipaux, ce qui réduit les risques de clientélisme politique (Melo, 2008 : 183). Selon Melo (2008 : 162), les états ne sont pas impliqués dans l'administration du programme, alors que les municipalités ne sont impliquées que dans l'enregistrement des bénéficiaires (sous une stricte surveillance fédérale sous la forme d'audits pour éviter les risques de manipulation locale) (Borges Sugiyama et Hunter, 2013: 57). Bolsa Familia a donc eu pour effet d'affaiblir les états qui étaient jusqu'alors les principaux acteurs dans la gestion des programmes d'aide pour les pauvres et de renforcer l'administration centrale au sein de la fédération. Cette évolution a permis de supprimer une source historique importante de détournement des ressources qui permettait aux responsables politiques des états de se constituer une clientèle électorale (Borges Sugiyama et Hunter, 2013: 44). Borges Sugiyama et Hunter (2013 : 58) ont

démontré de manière empirique que dans le Nord-Est du Brésil, une région pauvre dans laquelle les politiciens locaux seraient le plus susceptibles d'utiliser le programme pour leur propre avantage politique, la grande majorité des pauvres considèrent que Bolsa Familia est une forme non-clientéliste de lutte contre la pauvreté très différente des pratiques traditionnelles d'achat de votes.

Conclusion pour le Brésil

L'expérience brésilienne nous a montré à quel point un programme ciblé de lutte contre la pauvreté bien géré, qui contribue malgré un coût limité pour les finances publiques à faire baisser de manière significative le niveau de pauvreté dans le pays, permet d'accumuler un capital politique important susceptible de jouer un rôle essentiel lors des élections. Ainsi Bolsa Familia contribua de manière décisive à la réélection de Lula en 2006, malgré un affaiblissement de son vote traditionnel dans les états du Sud et du Sud-Est en raison notamment de l'abandon de l'opposition traditionnelle du PT au paradigme libéral. Un autre effet de cette réforme fut un affaiblissement significatif du clientélisme local traditionnel. Cependant, au delà des effets attendus de Bolsa Familia, il y eut également des effets non attendus comme le renforcement du parti au pouvoir au gouvernement fédéral aux dépens des partis locaux qui pourrait avoir des conséquences sur l'équilibre des pouvoirs au sein de la fédération entre les états et le centre.

Conclusion générale

Les résultats obtenus par le Mexique et le Brésil en matière de réduction de la pauvreté militent en faveur de la mise en place de programmes ciblés fondés sur des transferts conditionnels en espèces aux plus pauvres dans d'autres pays. Ces programmes sont en effet moins coûteux que les programmes universels, parviennent à rejoindre les plus pauvres et contribuent à briser le cercle vicieux de la transmission de la pauvreté d'une génération à l'autre.

L'étude de ces deux pays nous a montré quelles pourraient être les conséquences politiques d'un changement de paradigme dans les programmes de lutte contre la pauvreté dans d'autres pays en développement qui s'engagent sur cette voie. Les principaux enseignements sont que ce type de réformes contribue à affaiblir les pratiques clientélistes traditionnelles liées aux programmes d'aide aux pauvres et peuvent également être à l'origine de gains électoraux importants pour le parti au pouvoir dans les régions ciblées, même si l'expérience du Mexique nous a montré que ces gains ne sont pas toujours suffisants pour gagner les élections.

L'étude du Brésil nous a également montré comment ces réformes peuvent avoir des effets inattendus, comme une redistribution des pouvoirs au sein de la fédération entre le centre et les états. Enfin, l'élimination du clientélisme traditionnel entre les élites locales et les pauvres a certainement contribué au renforcement de la démocratie libérale au Brésil et au Mexique.

Bibliographie :

Borges, André. (2007) 'Rethinking State Politics: The Withering of State Dominant Machines in Brazil', *Brazilian Political Science Review*, 1 (2): 108-136.

Borges Sugiyama, Natasha et Wendy Hunter. (2013) "Whither Clientelism? Good Governance and Brazil's Bolsa Família Program", *Comparative Politics* (October): 43-62.

Cecchini, Simone et Aldo Madariaga. (2011). *Conditional Cash Transfer Programmes*. Santiago, Chile: ECLAC.

Chen, Shaouha et Martin Ravallion. (2008) *The developing world is poorer than we thought, but no less successful in the fight against poverty*. World Bank Policy Research Working Paper WPS4703.

De la O Torres, Ana L. (2009) 'Do Conditional Cash Transfers Affect Electoral Behavior? Evidence from a Randomized Experiment in Mexico', *American Journal of Political Science* 57(1)

De la O Torres, Ana L. (2013) "Do Conditional Cash Transfers Affect Electoral Behavior? Evidence from a Randomized Experiment in Mexico", *American Journal of Political Science* 57, 1 (January): 1-14.

Diaz-Cayeros, Alberto et Beatriz Magaloni. (2009) "Aiding Latin America's Poor", *Journal of Democracy* 20, 4 (October): 36-49.

Diaz-Cayeros, Alberto; Federico Estévez et Beatriz Magaloni. (2009) "Welfare Benefits, Canvassing and Campaign Handouts", in Jorge Dominguez, Chappell Lawson et Alejandro Moreno (ed.) *Consolidating Mexico's Democracy: The 2006 Presidential Campaign in Comparative Perspective*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.

Diaz-Cayeros, Alberto; Federico Estévez et Beatriz Magaloni. (2012) *Strategies of Vote Buying: Democracy, Clientelism and Poverty Relief in Mexico*.

Dresser, Denise. (1991) *Neopopulist Solutions to Neoliberal Problems: Mexico's National Solidarity Program*. Current Issue Brief, La Jolla: Center for U.S.-Mexican Studies, No. 3.

The Economist. (2008) 'Happy families', The Economist, 7 février.

The Economist. (2010) 'Give the poor money', The Economist, 29 juillet.

The Economist. (2013a) 'Towards the end of poverty', The Economist, 1er juin.

The Economist. (2013b) 'Not always with us', The Economist, 1er juin.

Fenwick, Tracy Beck. (2009) 'Avoiding Governors. The Success of Bolsa Familia', *Latin American Research Review* 44(1).

Financial Times. (2013) "Brazil 'Bolsa Familia' relieves poverty", *Financial Times*, 13 mars.

Fiszbein, Ariel et Norbert Schady. (2009) 'Conditional Cash Transfers: Reducing Present and Future Poverty', *World Bank Policy Research Report*.

Fox, Jonathan. (1994). 'The difficult Transition from Clientelism to Citizenship: Lessons from Mexico', *World Politics*, 46(2): 151-184.

Friedman, Milton (2002) *Capitalism and Freedom*.

Hevia de la Jara, Felipe (2007) *El programa Oportunidades y la construcción de ciudadanía. Ejercicio y protección de derechos en un programa de transferencias condicionadas en México*. CIESAS.

Hevia de la Jara, Felipe (2008) 'Between Individual and Collective Action: Citizen Participation and Public Oversight in Mexico's Oportunidades Programme' *IDS Bulletin* Volume 38

Hunter, Wendy and Timothy J. Power. (2007) 'Rewarding Lula: Executive Power, Social Policy, and the Brazilian Elections of 2006' *Latin American Politics and Society* 49(1): 1-30.

Levy, Santiago. (2006) *Progress Against Poverty: Sustaining Mexico's Progres-Oportunidades Program*. Brookings Institution Press.

Melo, Marcus André. (2008) 'Unexpected Successes, Unanticipated Failures: Social Policy from Cardoso to Lula', in Peter Kingstone et Timothy J. Power (ed.) *Democratic Brazil Revisited*. University of Pittsburgh Press.

Merino, Gustavo (2006) 'Fighting clientelism and corruption in social development programs in México', in Fernando Carillo Florez, Christian Gruenberg et Victoria Pereyra Iraola (ed.) *Fighting clientelism. Transparency and participation in targeted social programs*. Buenos Aires: CIPPEC/BID, pp. 59-75.

Peñañiel, Ricardo. (2000) 'L'analyse du discours de lutte contre la pauvreté émanant de la Banque Mondiale', dans Campbell, Bonnie (dir.) *Gouvernance, reconceptualisation du rôle de l'État et émergence de nouveaux cadres normatifs dans le domaine social, politique et environnemental*, Montréal, Centre d'études sur le droit international et la mondialisation (CEDIM): 97-125

Rocha Menocal, Alina. (2001) 'Do Old Habits Die Hard? A Statistical Exploration of the Politicisation of Progres, Mexico's Latest Federal Poverty-Alleviation Programme, under the Zedillo Administration' *Journal of Latin American Studies* 33: 513- 538.

Skoufias, E. (2001) 'PROGRESA and its Impacts on the Human Capital and Welfare of Households in Rural Mexico: A Synthesis of the Results of an Evaluation' *International Food Policy Research Institute*, Washington, D.C.

Soares, Sergei. (2007). *Conditional Cash Transfers in Brazil, Chile and Mexico: Impacts upon Inequality*. Brasilia, Brazil: International Poverty Centre

Zucco, Cesar. (2013) 'When Payouts Pay Off: Conditional Cash-Transfers and Voting Behavior in Brazil 2002-2010' *American Journal of Political Science* 47(3): 1-13.

Direction

Mathieu Arès, professeur adjoint, Université de Sherbrooke

Hugo Loiseau, professeur agrégé, Université de Sherbrooke

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca

Observatoire des Amériques

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : oda@uqam.ca

Site web : www.ameriques.uqam.ca



Rédaction

Jean-François Minardi : doctorant en science politique à l'UQAM.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).